



Noms et prénoms: .....

## PROBA DE CERTIFICACIÓN DE NIVEL AVANZADO C2

### Francés

### Comprensión de textos escritos

#### Puntuación e duración:

			NON ESCRIBIR Espazo para a corrección
<b>Tarefa 1</b>	Aprox. 20 minutos	8 puntos	
<b>Tarefa 2</b>	Aprox. 20 minutos	8 puntos	
<b>Tarefa 3</b>	Aprox. 20 minutos	9 puntos	
<b>TOTAL máx. 60 MINUTOS</b>		<b>TOTAL 25 PUNTOS</b>	<b>..... /25</b>

#### Materiais ou instrumentos que se poden empregar durante a proba:

- Bolígrafo con tinta negra ou azul.

#### Advertencias para a persoa candidata:

- Os tempos son aproximados e non haberá pausa ningunha entre as distintas tarefas.
- Os teléfonos móbiles deben permanecer apagados durante a proba.
- Non se cualificarán aquelas tarefas escritas con lapis ou emendadas con líquidos ou cintas correctoras.
- As respostas deben basearse unicamente na información contida nos textos.
- Anularanse as respostas nas que se marque máis dunha opción, sempre que non se indique con suficiente claridade que se trata dun erro.
- En caso de erro, as persoas candidatas marcarán a nova resposta cun X rodeado por un círculo ⊗.
- Anularanse as respostas que non sexan claras e/ou lexibles e que non estean dentro dos espazos habilitados para tal fin.
- Deberá asinar a entrega desta proba no documento correspondente.



## TÂCHE 1

(...../8)

Sensible aux problèmes écologiques de votre ville, vous vous renseignez sur diverses initiatives de résiliences urbaines.

Lisez les textes ci-dessous et les énoncés du tableau de réponses.

Dans le tableau de réponses, écrivez, EN MAJUSCULES, la lettre du texte qui correspond à l'énoncé correct, comme dans l'exemple 0.

**Attention : Deux textes ne correspondent à aucun énoncé !**

**A.** L'une des actions phares de la ville de Paris a été de transformer les cours d'écoles en « oasis », l'objectif étant de débitumer progressivement ces espaces (qui représentent plus de 600.000 m<sup>2</sup> à Paris) pour les végétaliser, de sorte qu'ils deviennent de véritables îlots de fraîcheur en ville. En l'occurrence, il s'agit d'évoluer vers une ville plus respirable et, dès lors, mieux adaptée aux fortes chaleurs.

**B.** À Romorantin, dans le quartier Matra, les immeubles neufs, conçus pour être résilients en cas de crue, sont désormais séparés du sol et préservés des fluctuations de l'eau par de longs socles de parking inondables formant un canal de rétention, et les maisons dispersées sont décollées du sol par des pilotis n'entravant pas le passage de l'eau. Le quartier tout entier est un abri pour ses habitants et les riverains en aval.

**C.** Dans le quartier d'Hafencity, à Hambourg, l'émission de CO<sub>2</sub> a été réduite de 40% ces dix dernières années. La réalisation de cet objectif a été facilitée par la génération de chaleur décentralisée, combinée avec des systèmes géothermiques. Dans sa partie ouest, les bâtiments sont ainsi reliés par un réseau de réchauffement alimenté par un autre quartier. L'utilisation de matériaux éco-compatibles comme des résidus de substances halogénées déterminent un fonctionnement soutenable des bâtiments.

**D.** Dans un quartier résidentiel de Budapest, des plantes résilientes à la pollution urbaine et à la sécheresse ont été plantées afin de limiter la pression sur les écosystèmes. Le plan ne propose que des espèces endémiques et variées ; suivant les principes de la permaculture, d'autres végétaux seront plantés au pied des arbres selon leurs bienfaits comme l'attraction de pollinisateurs, leur caractéristique répulsive, leur apport dans l'aération du sol et en nutriments.

**E.** À Grande-Synthe, dans les Hauts-de-France, la Mairie a passé outre au sempiternel clivage entre emploi et protection de l'environnement, pour fonder le développement économique local sur un tissu de PME « vertes » aux emplois non-délocalisables. Cette orientation stratégique vers davantage de résilience explique nombre de ses initiatives, notamment la prochaine construction d'un écoquartier de 500 logements destiné à développer la filière bois, ainsi que la création d'une zone tertiaire.

**F.** La ville d'Ungersheim a fait d'un ancien site minier une centrale photovoltaïque il y a une décennie. C'est aujourd'hui la plus grande d'Alsace avec une capacité de 5,3 mégawatts. Elle produit de l'électricité pour 10.000 habitants, hors chauffage, le site étant même devenu une pépinière d'entreprises. Sept bâtiments municipaux sont ainsi chauffés, grâce à des panneaux voltaïques, par la chaufferie centrale, alimentée en partie par les résidus des forêts.



**G.** Conscients de la finitude des ressources de la planète et de sa dégradation, les acteurs de l'école des Boutours, à Rosny-sous-Bois, ont fait usage d'une architecture régénérant l'écosystème physique et sensible (qualité énergétique du bâti et accroissement de la biodiversité). À titre d'exemple, le mur extérieur en terre, paille et bois a fait l'objet de chantiers participatifs et des stages sur les matériaux biosourcés ont été ouverts à un public plus large.

**H.** Dans un Londres résolument résilient, le concept du *green clubbing* ne cesse de faire des émules ! C'est ainsi qu'un célèbre club de la capitale produit son énergie, par le biais des danseurs, sur une piste de danse astucieusement composée d'aimants et de ressorts, grâce à l'énergie cinétique. Urinoir sans eau ou sèche-mains à énergie renouvelable complètent le tableau... le message écologique est diffusé partout !

**I.** Une immense paroi de verre posée sur la façade de l'hôtel Conservatorium d'Amsterdam, un conservatoire de musique du XIX<sup>ème</sup> siècle qui tombait en ruine : aujourd'hui, on ne retape plus, on habite les lieux tel quel, sans passéisme ni nostalgie, puisqu'on se permet d'y greffer des éléments contemporains. Du reste, pourquoi jetterait-on ce qui peut être récupéré, voire amélioré ? Du surcyclage habitable conformément à l'intérêt croissant d'une génération pour le hors norme.

**J.** Combiner tramway et "tramfret", comme c'est le cas à Zurich (Suisse) depuis plus de quinze ans, où des wagons destinés au ramassage des déchets et des encombrants circulent, une fois par mois, sur les voies réservées aux voyageurs, s'inscrit dans un contexte de résilience stricte, beaucoup d'autres villes européennes lui ayant aussitôt emboîté le pas. Les modes de transports existants, voyageurs et fret, demeurent désormais complémentaires et ceci à moindres frais.

**K.** La ville de Limoges récupère les troncs d'arbres abattus pour en faire du mobilier urbain disposé dans les parcs et jardins de la ville. Soucieux d'une transition vers davantage de résilience, elle les perçoit comme une ressource à valoriser, un choix de « filières vertes » circulaires très intégrées qui privilégie la réinjection des déchets verts dans le circuit d'entretien et d'aménagement paysager, au lieu de miser sur leur exploitation énergétique.

Source : [www.demainlaville.com](http://www.demainlaville.com)  
Textes adaptés pour cette épreuve



## TÂCHE 2

(...../8)

Dans un journal en ligne, vous découvrez un article d'opinion portant sur la laïcité et le communautarisme religieux.

Lisez le texte ci-dessous et les énoncés du tableau de réponses. Dans le tableau de réponses, indiquez si les énoncés sont vrais (V) ou faux (F). Écrivez, dans la colonne indiquée (JUSTIFICATION), les quatre premiers mots de la phrase qui justifie chaque réponse, comme dans l'exemple 0.

**Pour qu'une réponse soit valable, l'option *vrai ou faux* et la justification avec les quatre premiers mots doivent être correctes.**

**Le communautarisme s'est** invité dans le débat public français depuis quelques années, souvent brandi par certains hommes politiques ou certains intellectuels comme un épouvantail, une menace pour la République française. **Le débat est ancien** mais il est repris régulièrement dans une société française peu sûre d'elle-même.

**Actuellement, la République est** souvent sollicitée par les revendications religieuses. **L'Etat a refusé** le port de signes religieux à l'école par loi, en décembre 2004, cette attitude semblant acceptée aujourd'hui. **Quant à la loi** interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public, il est difficile d'en faire un bilan. **Par contre, si les** revendications ou les pratiques sont jugées acceptables, l'État ou les collectivités locales répondent différemment ces derniers temps. **Le ministère de l'Intérieur** a ainsi accepté la demande du CRIF - conseil représentatif des institutions juives de France - d'éviter de placer des examens au moment de la Pâques juive, de même que le Conseil d'Etat a rendu récemment cinq décisions favorables à des aménagements locaux, dénoncés par les défenseurs de la laïcité. **Ces arrêts ont été** rendus au nom de l'intérêt public local et de l'ordre public.

**Le maintien des « subtils** équilibres de la laïcité », telle qu'elle est pratiquée en France, est délicat. **Les débats à propos** de la visibilité des religions - de l'expression et des manifestations des religions dans l'espace public - ne font que commencer. **Comment définir l'espace** public ? **Est-ce l'espace** de la puissance publique ou l'espace commun ?

**S'il n'est** absolument pas question de réviser la loi de 1905 sur la laïcité, il paraît indispensable de donner leur place aux religions apparues récemment dans l'espace social français qui sont ignorées par la loi. **Les pratiques - très limitées** - de prières dans les rues ont soulevé l'émotion dans l'opinion publique, tout en permettant d'ouvrir le débat sur le financement des lieux de culte de ces religions nouvelles en France. **L'opinion publique a** d'ailleurs évolué, les Français, conscients que l'Islam est maintenant la deuxième religion de notre pays, étant moins défavorables à l'implantation des mosquées.

**La vigilance républicaine, voire** la fermeté, demeure, par voie de conséquence, nécessaire face aux pressions exercées par les communautés et tout ce qui peut entraîner le morcellement de la communauté des citoyens. **Quoi qu'il en soit**, nous avons vu que la République pouvait lutter contre le communautarisme, sans pour autant en rejeter toute revendication.

**Il est temps, alors**, de se poser une autre question : comment concilier la République universaliste à laquelle nous sommes si attachés avec le pluralisme de fait de la société actuelle ?



**Accepter de bouleverser les** idées reçues, de changer nos mentalités face à un tel problème, s'avère, sans nul doute, essentiel, ce pour quoi il est intéressant de reconsidérer le passé historique français à cet égard : la population française n'a jamais été homogène. **La Monarchie ou la République** ont fédéré des communautés diverses dans un ensemble politique plus vaste, souvent en imposant la loi ou la culture dominante, ce qui n'est plus possible, de nos jours, dans le cadre de la démocratie française. **Au XXI<sup>ème</sup> siècle, les** citoyens français sont obligés d'admettre qu'ils vivent dans une société différenciée sur le plan culturel et religieux, qu'il convient de penser à la différence, même s'ils considèrent comme fondamentaux les principes universalistes de la laïcité, de l'égalité. **Nous avons recherché des** solutions pour vivre ensemble, en rejetant, d'un commun accord, une République qui serait une juxtaposition de communautés. **Peut-on, dès lors,** parler de créer une République « métissée », notion bien floue aujourd'hui ?

**Il n'est pas** question de se réfugier dans un credo *républicaniste*, un discours incantatoire et souvent arrogant. **Notre idéal républicain, s'il** reste champ de réflexion, peut toutefois aider à rechercher des solutions. **C'est pourquoi nous** adhérons à notre République universaliste et à ses principes, considérant que l'intégration républicaine est toujours attractive. **Cette opinion s'est** renforcée, récemment, suite aux aveux de faillite des responsables politiques voisins ayant pratiqué le multiculturalisme (Allemagne, Royaume-Uni), ainsi qu'à l'attitude de la plupart des représentants communautaires, qui, se démarquant du communautarisme, demandent une meilleure application des principes de la République.

**Pour concilier la diversité** des origines et la cohésion sociale, la diversité culturelle et l'intégration dans une même communauté de citoyens solidaires, il n'y a pas de solutions miracle, pas de solutions simples en tout cas. **On peut s'en** approcher avec la volonté d'agir dans un cadre républicain en affirmant l'universalité de l'humain.

Source : [www.droithumain-france.org](http://www.droithumain-france.org)  
Texte adapté pour cette épreuve



### TÂCHE 3

(...../9)

Intéressé/e par les nouveautés en matière de fiscalité, vous découvrez, sur un site web de l'UE, un article sur la taxe GAFA.

Indiquez dans le tableau de réponses l'option correcte (a, b ou c).

*Vos réponses doivent se baser uniquement sur l'information contenue dans le texte.*

**Les géants du numérique sont en moyenne deux fois moins imposés que les entreprises traditionnelles en Europe. A défaut d'accord européen, la France a décidé unilatéralement, le 11 juillet 2019, de mettre en place sa "taxe GAFA", une première du genre en Europe.**

Au sein de l'Union européenne, chaque État membre décide, pour l'essentiel, de sa politique fiscale. L'impôt sur les sociétés peut ainsi constituer un levier d'attractivité pour certains de ses pays qui proposent aux entreprises une fiscalité particulièrement avantageuse. D'une façon générale, la concurrence fiscale tend à faire baisser les taux d'imposition des entreprises depuis les années 1990.

Les géants du numérique profitent largement de ces écarts pour minorer leurs impôts. En effet, même si les GAFA et les multinationales de l'économie digitale se déploient dans des secteurs différents, ils ont une particularité commune : proposer leurs services sur le web leur permet de localiser leur siège social (et, par voie de conséquence, leurs bénéfices) dans un pays différent de celui où se trouvent leurs utilisateurs.

Or dans les pays européens, les règles actuelles d'imposition des bénéfices sont fondées sur le principe de l'établissement stable. Autrement dit, l'entreprise paie des impôts sur ses bénéfices dans le pays où elle est présente physiquement, une mesure effectuée à partir du nombre de ses employés ou du montant de ses actifs corporels : usines, terrains, machines, etc.

Il s'ensuit qu'en moyenne dans l'UE, ces firmes sont soumises à un taux d'imposition effectif deux fois moins élevé que celui applicable aux entreprises traditionnelles, ce qui crée des conditions de concurrence défavorables et prive les États membres d'importantes recettes fiscales.

Poussée par un élan commun des ministres de l'Economie français et allemand, soutenus par leurs homologues italien et espagnol, la Commission européenne avait dévoilé, en 2018, un projet de taxe sur les services numériques (TSN). L'idée était de taxer à hauteur de 3%, dans tous les États membres de l'UE, le chiffre d'affaires (et non pas les seuls bénéfices comme dans le système classique) généré par certaines activités numériques des GAFA : la vente de données personnelles, celle d'espaces publicitaires en ligne ciblant les utilisateurs selon les données qu'ils ont fournies et les services qui permettent les interactions entre utilisateurs. En partant du principe que ce sont les utilisateurs qui créent la valeur de ces services, cette taxe aurait ainsi été due dans chaque État membre, en proportion de l'utilisation des services numériques qui y sont offerts.

La Commission européenne souhaitait ainsi éviter que *"des mesures unilatérales soient prises pour taxer les activités numériques [...], ce qui pourrait entraîner une multiplicité de réponses nationales, préjudiciables pour notre marché unique"*. En vain, attendu qu'en matière de fiscalité, chaque pays dispose d'un droit de veto au Conseil.

La politique fiscale européenne n'est pas soumise à la procédure législative ordinaire, mais à une procédure spéciale dite d'approbation, le Conseil de l'UE se devant de consulter le Parlement européen, même si ce dernier ne dispose d'aucun pouvoir de coercition. C'est donc aux seuls ministres de l'Économie de discuter et de s'accorder sur la base d'une proposition de la Commission. En matière de fiscalité, les traités





requièrent l'unanimité des membres du Conseil pour adopter un texte, une condition très contraignante, que certains aimeraient abandonner progressivement.

En attendant un hypothétique compromis au niveau de l'OCDE et faute d'accord européen, la France a adopté, le 11 juillet 2019, sa propre taxe sur les services numériques, non sans agacer les États-Unis, lesquels l'ont menacée de représailles douanières sur ses vins. Afin de relier l'activité économique d'une multinationale du numérique au territoire dans lequel elle se développe, la taxe française se base - dans le sillage de la proposition européenne initiale - sur l'idée que c'est l'activité de l'utilisateur qui crée sa valeur. Quant aux entreprises concernées par la taxe, ce sont celles dont les chiffres d'affaires annuels obtenus pour ces services sont supérieurs à 750 millions d'euros à l'échelle mondiale et 25 millions d'euros à l'échelle de la France. Le montant de la taxe est calculé en appliquant un taux de 3 % sur ce chiffre d'affaires réalisé en France.

De leur côté, les multinationales du numérique s'y sont fermement opposées. La *Computer and communications industry association*, à laquelle appartiennent Amazon, Google et Facebook, a aussitôt financé la réalisation d'une étude d'impact qui conclut que les entreprises assujetties à la taxe seraient susceptibles d'augmenter les prix de leurs services. En conséquence, la taxe serait presque intégralement payée par les consommateurs. Pour autant, d'autres pays européens comme le Royaume-Uni, l'Espagne ou encore l'Italie, ont également commencé le processus législatif en vue de taxer les géants du numérique.

L'existence du marché unique provoque une forte concurrence fiscale entre les Etats membres, du fait que la fiscalité est l'une des variables d'ajustement pour améliorer leur compétitivité nationale, certains d'entre eux ayant fondé leur modèle économique sur une fiscalité attractive. Un projet d'assiette fiscale harmonisée sur les sociétés, ayant pour but d'endiguer la concurrence fiscale au sein du marché intérieur, est envisagé. Hic : cette proposition, dans les tuyaux depuis plus de vingt ans, n'est pas prête de voir le jour...

Source: [www.touteleurope.eu](http://www.touteleurope.eu)  
Texte adapté pour cette épreuve